

LE CADRE GÉOSTRATÉGIQUE

PLUS DE MENACE AUX FRONTIÈRES
L'IDÉE NATIONALE EST EN CRISE
LES PILIERS TRADITIONNELS DE LA STABILITÉ SONT ÉBRANLÉS
LA MONDIALISATION ET LA RÉVOLUTION DE L'INFORMATION MODIFIENT AUSSI LES RÈGLES DU JEU

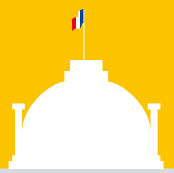
L'EXERCICE DU MÉTIER DES ARMES

LE RETOUR DE LA GUERRE
LE FLOU DES MISSIONS
L'ENNEMI EST FLOU
LES MODES D'ACTION
L'OMNIPRÉSENCE DES MÉDIAS ET D'INTERNET
LA JUDICIARISATION DES OPÉRATIONS

UN DÉCALAGE NOUVEAU AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

DES VALEURS À CONTRE-COURANT
L'IDÉOLOGIE PACIFISTE EN EUROPE
LES EFFETS DE LA CRISE





De la difficulté d'être militaire au XXI^e siècle

Général d'armée Henri Bentégeat

Ancien chef d'État-major des armées, ancien président du comité militaire de l'Union européenne, auteur *d'Aimer l'armée, une passion à partager*.

J'ai beaucoup fréquenté ce pupitre de l'amphithéâtre Foch à l'École militaire. Longtemps et finalement, je pense que la retraite m'autorise maintenant à vous parler de manière plus familière et peut-être encore plus directe, que ce que j'aurais fait il y a quelques années.

Je voudrais d'abord remercier, bien sûr, l'amiral Laborde et l'ambassadeur Foucher et toute son équipe de me donner l'occasion de parler d'un sujet qui peut apparaître marginal dans les difficultés abyssales auxquelles aujourd'hui la France et l'Europe sont confrontées, mais qui témoigne aussi d'une certaine manière de l'ampleur de la crise que connaissent nos vieilles démocraties européennes. Si j'avais voulu faire du sensationnalisme, j'aurais proposé comme titre à l'IHEDN "La crise militaire en Europe". Mais il m'a semblé plus honnête et plus raisonnable de parler de la difficulté d'être militaire aujourd'hui en Europe au XXI^e siècle, même si, à mon avis, certains éléments d'un malaise sont perceptibles.

Pourquoi cette difficulté d'être militaire aujourd'hui ? Après tout, dans toute époque de transition, le métier militaire a été plus ou moins en crise. Stendhal, en 1830, écrivait : « Le mérite militaire n'est plus à la mode. » Je crois que ce qui a changé, depuis deux décennies, c'est d'une part, que le cadre géostratégique a explosé et d'autre part que l'exercice quotidien du métier militaire en opération est devenu beaucoup plus complexe et enfin, qu'il y a un décalage croissant entre les valeurs révérees par la communauté militaire et celles de la société civile.

Le cadre géostratégique

D'abord, le cadre géostratégique a explosé.

Plus de menace aux frontières

Plus de menace aux frontières, on le répète depuis 1990. Mais petit à petit un sentiment s'est insinué dans les esprits, dans les peuples européens, qu'après tout, rien ne nous menace. Nous sommes

en sécurité. C'est moins vrai de certains pays européens que d'autres. Par exemple les États baltes, la Pologne, dans une certaine mesure, la Roumanie sont des pays qui ressentent la puissante présence de la Russie. Mais en Europe de l'Ouest, on a tendance à considérer que la paix est en quelque sorte définitive, à part le terrorisme, mais le terrorisme relève davantage (pense-t-on en tout cas) de la police que des armées.

Cette situation unique dans l'histoire de l'Europe, l'absence de menace aux frontières, bouleverse un certain nombre de certitudes. Elle a permis l'abandon de la conscription dans les pays d'Europe de l'Ouest, la plupart des pays européens pour être honnête, mais elle a aussi contribué à marginaliser, en France notamment, des armées qui avaient été longtemps au cœur de la société. Je me souviens quand j'ai commandé un régiment à la fin des années 1980, le préfet me disait en venant me visiter dans ma petite maison de banlieue : « Il y a un siècle, vous auriez été à ma place et moi à la vôtre. »

Cette marginalisation a donc commencé bien avant les deux dernières décennies, mais elle est plus sensible aujourd'hui dans la mesure précisément, où la menace n'est plus ressentie. En France, elle a commencé avec la défaite de 1940 et le discrédit apporté aux guerres coloniales. Elle sévit aussi en Allemagne et en Italie pour des raisons historiques, non pas identiques, mais plus ou moins parallèles, en Espagne aussi bien sûr. Par contre, ce discrédit n'existe pas au Royaume-Uni pour des raisons tout aussi évidentes. Dans les pays neutres, l'armée occupe aujourd'hui, en Europe, une place mineure.

L'idée nationale est en crise

Deuxième point : l'idée nationale même est en crise. La construction européenne, avec les transferts de souveraineté qu'elle implique – en particulier dans le domaine de la monnaie, même si aujourd'hui certains la

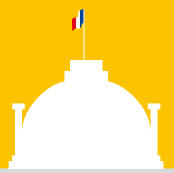
remettent en cause – affecte inévitablement l'idée de Nation. L'ébauche de gouvernance mondiale, c'est-à-dire le fait que les États ne peuvent plus décider aujourd'hui seuls d'employer la force dans les relations internationales, affaiblit aussi l'idée même de Nation.

Le Conseil de sécurité des Nations unies est désormais le seul autorisé à permettre l'usage de la violence dans les relations internationales. Plus grave peut-être, la plupart des Nations d'Europe ont plus ou moins délégué la sécurité de leur territoire national à l'Otan, c'est-à-dire en pratique aux États-Unis. Alain-Gérard Slama me disait récemment : « Les Européens ne se vivent pas et ne se voient pas comme les garants ultimes de leur sécurité. » La Nation souffre enfin de l'opprobre attaché aux nationalismes dont on sait qu'ils ont été largement à l'origine des deux guerres mondiales.

Dans ce contexte, beaucoup de militaires européens vivent leur métier un peu comme des fonctionnaires de l'Otan, davantage que comme des défenseurs de la cité.

Les piliers traditionnels de la stabilité sont ébranlés

Les piliers traditionnels de la stabilité eux-mêmes sont ébranlés. D'abord, je prendrai la dissuasion nucléaire. La dissuasion nucléaire voit aujourd'hui de manière plus ou moins nette remettre en cause sa légitimité. Or, la dissuasion nucléaire a été un vecteur fondamental



de stabilité pour l'Europe, pour le monde, depuis 1945. Aujourd'hui, le président Obama lui-même dans son discours de Prague⁽¹⁾ l'a plus ou moins mise en cause. Le déploiement de missiles antimissiles balistiques aujourd'hui prévu par l'Otan apparaît à la plupart des Européens comme étant un substitut naturel à la dissuasion nucléaire. Évidemment, ceci affecte en particulier la France et le Royaume-Uni, qui se retrouvent très isolés en Europe et à qui la dissuasion nucléaire confère non seulement une garantie totale (ou ultime) de sécurité et aussi un statut.

Deuxième facteur de stabilité ébranlé : l'hégémonie politique et militaire des États-Unis est remise en cause. L'Irak et l'Afghanistan n'y sont pas pour rien, mais il est clair qu'aujourd'hui, au Conseil de sécurité des Nations unies, les pays émergents n'hésitent plus à s'opposer aux orientations américaines. L'Otan, évidemment, se ressent de cet affaiblissement des États-Unis, l'Otan qui est l'alpha et l'oméga des consciences militaires en Europe, l'Otan qui se cherche de nouvelles missions et l'Otan au sein de laquelle les États-Unis trouvent le fardeau de plus en plus inégal et insupportable.

La mondialisation et la révolution de l'information modifient aussi les règles du jeu

Enfin, la mondialisation et la révolution de l'information modifient aussi les règles du jeu. La mondialisation, ébranle plus ou

moins les frontières, les rend plus transparentes. En même temps, elle renforce les différences. Surtout, la mondialisation rend évident le poids sans cesse accru des opinions publiques et pas seulement dans les pays occidentaux. On l'a bien vu avec les révolutions arabes.

Ceci nous donne une transparence accrue souhaitée par tous, mais facilite aussi le règne de l'émotion avec ce que cela comporte d'irrationnel et aussi de manipulable.

Enfin, ce poids nouveau des opinions publiques est bien évidemment à l'origine de cette nouvelle "responsabilité de protéger" ce que l'on appelait auparavant l'ingérence humanitaire, et qui n'est pas sans poser aux militaires un certain nombre de problèmes pratiques sur lesquels, je reviendrai.

Mais tous ces changements (la plupart récents) dans le cadre géostratégique ne s'accompagnent pas d'une réorganisation aussi rapide. Parce que la gouvernance mondiale montre aujourd'hui ses limites.

Vous vous souvenez sans doute qu'en 1990 – j'étais aux États-Unis à l'époque – Bush père avait annoncé un nouvel ordre mondial. Ce nouvel ordre mondial s'est en partie réalisé, mais en partie seulement. La primauté du Conseil de sécurité des Nations unies a été transgressée pour le Kosovo en 1999. Elle a été transgressée en 2003 pour l'Irak. Elle a été transgressée en 2008 pour la Géorgie. Chaque fois par des acteurs différents. Aujourd'hui, le Conseil de sécurité des

Nations unies est plus ou moins paralysé à propos de la Syrie. En fait, la gouvernance mondiale est empêtrée dans ses contradictions : d'un côté droits de l'homme, de l'autre non-ingérence, d'un côté droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'autre inviolabilité des frontières, etc. De facto, la gouvernance mondiale n'est rien d'autre que le reflet de l'équilibre des forces entre les grandes puissances.

Il en résulte pour les militaires européens une incertitude constante sur le moment, la nature, l'importance des missions auxquelles ils vont être confrontés au service de la communauté internationale. Les missions de Casques bleus transposent jusqu'à la caricature, sur le terrain, les contradictions et les limites de la communauté internationale. Les missions de l'ONU ont été largement dévalorisées pour la plupart des pays européens par les aventures de Bosnie – sauf au Liban, où pour d'autres raisons les "grands Européens" continuent de s'impliquer – et seuls les pays neutres, dans le cadre d'une politique globale envers les pays du Sud, continuent d'y envoyer leurs armées dans des dispositifs que l'on peut qualifier au mieux de semi-combattants.

Tous ces bouleversements, ce sentiment de sécurité des peuples, l'affaiblissement de l'idée nationale, l'ébranlement de la stabilité, le poids des opinions publiques, déséquilibrent, déstabilisent plus ou moins les armées européennes. Les armées européennes, petit à petit – beaucoup d'entre elles en tout cas – perdent plus ou moins

le sens de leur mission, de leur raison d'être qui est la défense de leur territoire national. Y échappent bien sûr les Baltes et les Grecs qui sont obnubilés par leur puissant voisin.

L'exercice du métier des armes

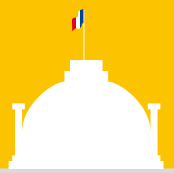
Dans ce contexte changé, l'exercice du métier des armes en opération est devenu de plus en plus complexe.

Le retour de la guerre

Le retour de la guerre s'accompagne pour les armées européennes de beaucoup de flou, d'ambiguïté, d'interrogation. Le phénomène majeur évidemment le plus important de tous est le retour de la guerre. La majorité des armées européennes n'a connu aucun engagement opérationnel entre 1945 et 1995. L'année 1995 marque la première intervention de l'Otan en Bosnie. Même en France, seules quelques unités, une minorité, avaient participé aux aventures africaines entre 1962 et 1995.

Depuis 1995, il y a eu les Balkans, l'Afghanistan, l'Irak pour certains. D'une manière générale, on peut dire que les armées européennes se sont retrouvées dans des situations de combat. Pour être tout à fait honnête, la participation des armées européennes à toutes ces opérations est très inégale d'abord en volume, mais aussi et surtout dans les modes d'action. Depuis huit mois, le détachement français en Afghanistan est tenu à des missions qui, pour l'essentiel, portent sur son autoprotection. Bien évidemment, ce sont des

⁽¹⁾ 6 avril 2009



directives reçues du chef des armées. Mais en réalité, en donnant la priorité absolue à leur autoprotection, ils ne font que s'aligner sur la majorité des contingents européens qui depuis le début du conflit en Afghanistan, depuis 2002 en réalité, ont beaucoup sacrifié à leur seule sécurité.

De facto, je crois que l'on peut dire que les responsables politiques européens – vous me pardonneriez d'être aussi franc, mais je peux le faire – n'osent pas dire non aux Américains quand ils sont sollicités pour des missions de stabilisation. Mais la pression des opinions publiques et la pression des parlements sont telles qu'ils sont conduits souvent à faire faire à leurs soldats de la figuration sur le théâtre d'opérations. Ce n'est naturellement pas vrai de tous les pays, ce n'est pas vrai de la France, ce n'est pas vrai du Royaume-Uni, ce n'est pas vrai d'autres pays comme le Danemark par exemple, mais c'est plus fréquent qu'on le croit.

Le retour des opérations a des aspects positifs certains en termes d'expérience et de fierté retrouvée, mais aussi des contreparties. L'emploi intensif des équipements (les avions, les bateaux, les véhicules blindés...) a pour contrepartie dans tous les pays européens une indisponibilité considérable des équipements qui restent sur le territoire européen, ceux qui ne participent pas aux opérations. Les crédits investis pour le maintien en condition opérationnelle des équipements vont en priorité aux unités qui sont engagées. Du coup, en Europe, on ne peut quasiment plus s'entraîner ou en tout

cas plus dans des conditions satisfaisantes. La contrepartie n'est pas neutre en termes notamment de frustration pour les militaires. Paradoxalement, l'annonce du retrait d'Afghanistan suscite une nouvelle inquiétude chez nombre de militaires européens parce qu'après l'Afghanistan, certains ont le sentiment qu'il n'y aura plus rien, que finalement tout le monde en a assez et que désormais, la vie se passera à nouveau entre les terrains de manœuvre et les quartiers. Personnellement, je ne le crois pas. L'actualité est trop pressante, les facteurs d'instabilité sont trop nombreux. Il suffit de penser par exemple à ce qui se passe aujourd'hui au Mali pour pouvoir raisonnablement penser qu'il ne sera pas mis fin aux opérations extérieures européennes avant quelque temps.

Le flou des missions

Le flou des missions est quelque chose d'assez général. Pourtant, il existe à l'Otan comme à l'Union européenne des documents de référence, des manuels qui nous disent comment il faut faire. En particulier, l'objectif politique doit être défini en état final recherché : *end state*. Le politique doit définir aux militaires comment le paysage doit être à la sortie de l'opération. Il suffit de regarder un peu ce qui s'est passé en Libye et en Afghanistan pour deviner que l'état final recherché n'avait pas été précisé de manière très fine.

La deuxième chose que l'on trouve dans les manuels, c'est la nécessité d'une stratégie de sortie : *exit strategy*. Cette stratégie de

sortie, il faut être net aussi, il a fallu près de dix ans pour qu'on la définisse pour l'Afghanistan.

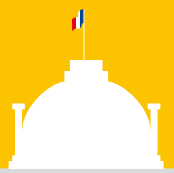
Les règles d'engagement (c'est-à-dire essentiellement les règles d'ouverture du feu) devraient être communes aux unités engagées dans des opérations multinationales – et toutes les opérations aujourd'hui sont multinationales. Eh bien non : en réalité, les règles nationales l'emportent toujours sur les règles communes. J'irais même plus loin : dans ces règles d'engagement et au-delà, sur la compréhension même de la mission, il y a toujours les *caveat*, des restrictions d'emplois qui traduisent les conditions politiques qu'un pays met à l'engagement de ses forces.

Évidemment, cette inégalité entre règles d'engagement, missions acceptées/refusées, crée des tensions, des frustrations et des malentendus. Dans les missions de l'ONU, c'est encore pire. Je voudrais simplement lire pour ceux qui n'ont pas l'occasion de le connaître déjà, ce qu'écrivait le colonel Irastorza à son retour du Cambodge en 1998 : « Le problème pour nous, c'est que le flou, le vague a vite fait de générer le vague à l'âme. J'ai toujours ressenti comme une obligation du chef de traduire en certitude les ordres, voire l'absence d'ordres. Notre espace de liberté y gagne comme notre espace de responsabilité, avec tout ce que cela comporte quand cela se passe bien, mais aussi quand cela se passe mal. » Mais c'est du Irastorza et tout le monde n'est pas Irastorza. Ce qui veut dire que, dans l'ab-

sence d'ordres, ou quand les ordres sont trop généraux et flous, il peut y avoir des divergences dans l'exécution et parfois des catastrophes.

Dans les engagements multinationaux, il faut ajouter un élément perturbateur : les chaînes nationales de commandement interfèrent et compliquent encore les choses. J'en témoigne puisque quand j'étais chef d'État-major des armées, il m'est arrivé d'interférer avec les ordres qui étaient donnés par l'Otan (je l'avoue maintenant, je ne l'aurais pas avoué à l'époque bien sûr). Si je l'ai fait, c'est parce qu'il y avait des questions à la fois de sécurité et pour moi des conditions de succès qui imposaient que le contingent français ait une attitude et une posture particulières.

Le plus marquant quand même pour moi s'est produit en 2009. La Monuc, la Mission des Nations unies au Congo, se trouvait confrontée à des massacres très importants dans l'est du pays, dans la région du Kivu. Le général Gaye qui commandait la force, général sénégalais que je connaissais bien, a donné l'ordre aux bataillons de deux pays que je ne citerai pas de s'engager pour faire arrêter les massacres. Ces pays ont immédiatement télégraphié à leur capitale et la réponse est venue aussitôt : leur gouvernement s'opposait totalement à ce que ces bataillons s'engagent dans les opérations de combat contre les massacreurs. Vous voyez : les chaînes de commandement national compliquent encore les choses.



L'ennemi est flou

Mais il n'y a pas que les missions qui sont floues. L'ennemi aussi est flou. Dans les missions de l'ONU c'est plus simple. Il n'y a pas d'ennemi, il y a des adversaires qui se découvrent au fur et à mesure du temps et souvent qui ne sont pas détectés puisque par construction, les Nations unies ne font pas de renseignement. C'est devenu un peu moins vrai – heureusement d'ailleurs. Ce n'est pas l'ONU que j'accable : l'ONU c'est nous, et en particulier la France qui est membre du Conseil de sécurité. Simplement, il y a une difficulté à définir l'ennemi dans le type de missions auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés.

Nous avons très rarement des armées régulières à combattre. Ce que nous avons en face de nous, ce sont des civils qui prennent les armes au dernier moment, qui se livrent à des attentats-suicides, à des attentats tout court, à des embuscades et qui dans 90 % des cas tuent essentiellement des femmes et des enfants. C'est d'autant plus difficile pour nous que nos armées occidentales, nos armées européennes en particulier, sont tenues à la fois par les conventions internationales, mais aussi par les lois nationales de chacun et enfin par des codes éthiques, qui sont extrêmement rigoureux. Il y a donc une asymétrie difficile à vivre au quotidien, d'autant plus que l'interprétation par les médias de ces actions est parfois contestable.

Les modes d'action

Enfin, il y a les interrogations sur les modes d'action. Vous savez que l'Union européenne, mais surtout l'Otan, aiment bien travailler par slogans. On a eu la RMA [*Revolution in Military Affairs*], les EBO [*Effect Base Operations*], la *counterinsurgency*, connue autrefois en France sous le nom de contre-guérilla. Beaucoup de questions restent posées et ont été posées de manière très cruelle, presque caricaturale en Afghanistan.

La première : comment gagner les cœurs et les esprits de la population sans palabrer et sans aider, c'est-à-dire sans s'exposer ? Or, les opinions publiques européennes ne veulent pas de morts. Comment fait-on ? Comment neutraliser les bandes armées cachées dans les villages sans faire de victimes civiles ? Les opinions publiques européennes ne veulent pas de victimes civiles. Comment éradiquer la culture du pavot sans s'aliéner la population locale ? Comment prendre le temps de construire une administration et une armée sans apparaître comme une force d'occupation ? Comment construire dans la continuité quand les contingents sont relevés tous les six mois ? Lyautey disait – c'était son secret au Maroc : « On ne peut réussir que dans la durée et la continuité ». Quand nos unités sont relevées tous les six mois, tous les contacts sont perdus, tous les liens que l'on a réussi à établir avec les responsables locaux sont à reconstruire.

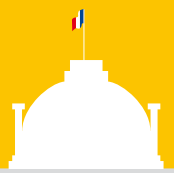
Quelle stratégie privilégier ? Centralisation du commandement qui permet d'accroître la réactivité, ou autonomie pour au contraire favoriser l'insertion et les contacts ? La numérisation de l'espace de bataille que l'on est en train de mettre en place un peu partout dans les plus grands pays européens (et seulement dans les plus grands parce que cela coûte trop cher) pousse naturellement à la centralisation. Elle permet effectivement de réagir beaucoup plus vite, mais elle a un double inconvénient. Le premier, c'est de favoriser à travers les écrans une guerre de plus en plus virtuelle. Le deuxième est de favoriser l'entrisme du commandement et donc une déresponsabilisation des échelons subordonnés.

Alors, c'est le dernier avatar, mais important surtout en ce moment où nous sommes en train de réfléchir à l'avenir : le modèle libyen fascine. Est-ce la bonne solution ? Je ne parle pas évidemment de la manière dont le colonel Kadhafi gérait la Libye, mais de la manière dont nous avons, nous, traité l'année dernière le problème posé par la situation en Libye. Le modèle libyen a bien sûr beaucoup d'avantages, surtout vis-à-vis de l'opinion publique. Pas d'enlèvement, pas de risques de pertes importantes, moins de victimes. Vous savez que dans cette opération et c'est quand même remarquable, jamais l'Otan dans ses interventions n'a fait aussi peu de victimes civiles qu'en Libye malgré des bombardements qui ont duré six mois. Il y a un progrès non seulement des équipements, mais aussi des règles de conduite. C'est tout à l'honneur notamment

de nos armées qui ont été les plus engagées dans ces opérations. L'argument suprême, quand on évoque cette opération en Libye, est de dire : on y a tout avantage, tout intérêt puisque cela évite une occupation du terrain, l'occupation du terrain ayant toujours un caractère plus ou moins néocolonial.

Mais à l'inverse, le résultat espéré, le résultat obtenu est inévitablement un résultat qui n'est pas net. Aujourd'hui, personne ne sait exactement ce qui va se passer en Libye. Personne ne peut le dire. Le fait que les grandes puissances occidentales, européennes en l'occurrence, aidées ô combien par les Américains, se contentent de tirer du plus loin possible en prenant le minimum de risques possible, en laissant le sale boulot aux locaux, peut être aussi perçu comme une nouvelle forme de néocolonialisme. Le fait que nous ne prenions pas ou pas beaucoup de risques et que nous cassions, sans nous impliquer davantage, en laissant le corps à corps aux indigènes, est aussi quelque chose qui à mon sens, à terme, peut être perçu comme insupportable par les pays du Sud.

Surtout, je dirais qu'il serait à mon avis regrettable et dangereux que ce modèle-là, le modèle d'une opération qui a été un très beau succès militaire, soit choisi comme un modèle définitif pour nos armées dans la mesure où tous les modèles précédents n'ont pas été des échecs. Je pense que si l'on adopte ce modèle, il n'y aura plus, en tout cas pour la France, ni Bosnie, ni Kosovo, ni Côte d'Ivoire. Donc, c'est une autre forme



de capacité que nous aurons, mais certainement plus la possibilité de faire tout ce que nous avons fait auparavant.

Ces interrogations bien sûr agitent l'ensemble des armées européennes, du moins celles des grands pays. Ailleurs, je pense que l'on fait plutôt le dos rond.

L'omniprésence des médias et d'Internet

L'autre facteur est l'omniprésence des médias et d'Internet. La transparence – je le sais, je le crois – a des vertus considérables. Plus de massacre caché, plus d'acte de torture caché, plus d'humiliation. Si jamais cela ne passe pas sur Internet, de toute manière ce sera relayé par les téléphones portables. Le problème, c'est que pour les médias, pour Internet, il y a trop d'informations. Et qui sélectionne ? Vous vous souvenez de WikiLeaks ? WikiLeaks, pour le plus grand bonheur de beaucoup d'entre nous, moi compris, nous a diffusé essentiellement des télégrammes diplomatiques américains. Ce qui a permis au passage de noter à quel point ces télégrammes diplomatiques reflétaient une grande qualité du corps diplomatique américain. Mais indépendamment de cela, WikiLeaks n'a diffusé ni des télégrammes diplomatiques russes, ni des télégrammes diplomatiques chinois, ni d'autres.

Il y a donc une sélectivité qui pose problème, surtout en ce qui concerne plus directement les militaires. Il y a beaucoup d'espace accordé aux bavures comme on dit, aux fautes individuelles ou collectives des

armées européennes, et assez peu (parce que finalement c'est lassant, c'est toujours la même chose) aux actes des terroristes, des talibans, etc. Ce qui fait qu'en pratique, quand on interroge les Européens, ils ont le sentiment pour beaucoup d'entre eux, que 90 % des victimes en Afghanistan sont aujourd'hui le fait de l'Otan, alors que c'est en réalité l'inverse.

La communication devient donc un enjeu stratégique majeur pour toutes ces opérations avec trois écueils importants et très sensibles pour la communauté militaire.

L'écueil numéro un, c'est évidemment le spectre de l'enlisement. Nous vivons dans une société de l'immédiat. Donc, au bout de quinze jours – je m'en souviens dans l'affaire libyenne – tous les médias criaient déjà à l'enlisement. Les modes d'action militaire sont scrutés, analysés dans les médias et plus ou moins mis en cause.

Le deuxième écueil, c'est l'émotion. Il est frappant de voir qu'en Europe, dès que l'on a quelque part quelques morts – je ne parle pas seulement de la France – la tentation existe de remettre en cause toute la stratégie conduite.

L'écueil numéro trois, c'est la politique intérieure, c'est-à-dire la tentation inévitable dans tous les pays européens de faire des incidents qui surviennent au cours des opérations, des affaires de politique intérieure. Ces débats, en général, font mal aux armées, parce qu'ils érodent plus ou moins le soutien

de la Nation à leurs soldats. Le problème est que la stratégie de communication est contrôlée par les pouvoirs politiques (c'est normal, dans une démocratie) ; mais quelquefois, je pense que l'on serait bien inspiré (je parle de mon expérience d'ancien chef d'État-major) de donner un peu plus la parole aux responsables militaires quand il se passe quelque chose. Cela permettrait d'éviter précisément toute interprétation, toute exploitation de ce qui se passe réellement. Mais c'est un vœu pieux, bien sûr.

La judiciarisation des opérations

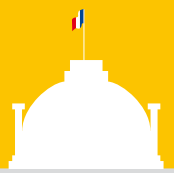
Enfin, il y a ce sujet si sensible qu'est la judiciarisation des opérations. C'est un phénomène de société dans une société où pratiquement tous les repères moraux, religieux ont disparu : on se tourne aujourd'hui tout naturellement vers la justice pour dire le bien et le mal. Les militaires n'ont jamais échappé à la justice. Toutes les infractions au Code de justice militaire ou au Code pénal étaient systématiquement poursuivies, d'abord par des tribunaux spécialisés, puis par des tribunaux ordinaires. La Cour pénale internationale ne fait que continuer, prolonger cette action qui existe depuis toujours. Ce qui est nouveau, c'est la possibilité de poursuivre en justice, éventuellement de condamner des officiers ou des sous-officiers pour des actes qui ne relèvent pas des infractions au Code de justice militaire.

Évidemment, je connais beaucoup mieux le cas français que les autres. Vous savez qu'une plainte a été déposée par les parents

d'un soldat mort en opération dans la plaine de Surobi, il y a quelques années. Vous savez aussi que le procureur a essayé de s'y opposer, qu'il a été mis hors course. Effectivement, l'instruction aura lieu. Je crois que cela pose un certain nombre de vraies questions. D'abord, des questions générales : peut-on et doit-on banaliser les opérations de guerre, les opérations militaires comme des activités professionnelles ordinaires ? Je crois que le président de la République, chef des armées, y a répondu il y a quatre jours⁽²⁾ en disant que le métier des armes n'est pas un métier comme les autres. La deuxième question est : peut-on et doit-on éliminer les risques pour les militaires en opération, au nom du principe de précaution qui aujourd'hui régit une grande partie des activités publiques, en tout cas en France ? Si c'est le cas, il faudra évidemment commencer en France par modifier le statut général des militaires qui fait référence dans son préambule à l'esprit de sacrifice qui doit animer les militaires.

On peut s'attendre, je pense, à de belles batailles d'experts. Mais même s'il n'y a pas de condamnation, il y a dans les armées un sentiment d'injustice très fort pour tous ceux qui se sont trouvés en opération et extrêmement sensible pour les officiers directement concernés qui ont risqué leur peau avec leurs hommes en Afghanistan. Sentiment un peu d'être lâchés

⁽²⁾ Discours du président de la République, *Hommage aux soldats tombés en Afghanistan*, 14 juin 2012, Hôtel national des Invalides.



par l'arrière. J'avais cité à l'époque cette phrase de Saint-Exupéry écrite en 1940 au moment où il participait à la campagne de France : « Que l'on ne vienne pas nous dire, à nous qui partons avec une chance contre trois de revenir, que les spectateurs nous jugent. » C'est un peu l'état d'esprit militaire aujourd'hui, compréhensible pour nous, sinon pour les juges.

S'il y a condamnation, l'effet sera ravageur sur tous les chefs militaires en opération, parce qu'il créera un effet d'inhibition, avec deux conséquences immédiates. La première : plus d'audace, plus d'initiative pour les chefs engagés en opération. Donc remise en cause du succès potentiel de l'opération. Le deuxième : risque accru pour l'ensemble des soldats engagés, à cause des hésitations qui ne manqueront pas de se manifester dès lors que la main quittera l'épée pour se porter sur le parapluie. Et puis, évidemment, il faut comprendre le risque d'arbitraire de la part du juge.

Je voudrais simplement citer un exemple qui pour moi a été extrêmement sensible. En 2006, un de nos sous-officiers a été tué, un sous-officier des forces spéciales, dans le sud-est de l'Afghanistan. Il se trouvait dans un véhicule découvert, un VLRA. Le père de ce sous-officier m'a demandé de manière très légitime pourquoi son fils avait été dans un véhicule découvert (il avait été tué par une balle dans la tête), et si en réalité il n'aurait pas été sauvé, en tout cas mieux protégé, s'il avait été dans un véhicule blindé.

C'était une question que nous nous étions évidemment posée. La question m'avait été posée quand nous avons déployé nos forces spéciales en 2003. Je l'avais étudiée à fond avec mes subordonnés parce que c'était une question cruciale. Tous les chefs sont extrêmement soucieux de garantir la vie de leurs personnels sans pour autant affecter le succès de leurs missions. J'avais tranché en faveur du véhicule découvert parce que le véhicule découvert était moins dangereux si on rencontrait des mines, ce que l'on appelle IED [*Improvised Explosive Device*], qui était la menace la plus importante contre nos unités, qui provoquaient le plus de morts. L'explosion d'une mine ou d'un engin télécommandé sur un véhicule blindé provoquait à l'intérieur, un effet d'implosion qui était extrêmement dangereux pour l'ensemble de l'équipage. En laissant les gens à découvert, on limitait le risque pour eux à l'égard des IED. Par contre, on augmentait le risque de tir direct.

La deuxième raison que je n'ai pas pu lui dire, c'est que ce sous-officier était à l'encadrement d'un bataillon afghan et que les Afghans étaient équipés de véhicules découverts. Ils n'avaient pas de véhicule blindé. Nous nous sommes posé la question encore une fois : qu'est-ce que l'on fait, est-ce que l'on met un véhicule blindé avec ce bataillon afghan (parce que l'on savait que cela allait être dur et que le risque direct était plus important), ou est-ce que l'on en reste au véhicule découvert ? Pour une question de confiance, pour que nos hommes engagés dans cette mission d'encadrement des Afghans aient un maximum d'efficacité dans

leur travail de conseil auprès des Afghans, j'ai préféré les garder dans des véhicules découverts.

J'ai peut-être eu tort, je n'en sais rien, en toute franchise. En tout cas, j'ai sur la conscience la responsabilité de la mort de cet officier. C'est pour vous dire que je vois mal comment un juge va trancher sur des cas comme celui-là.

Une autre difficulté dans le domaine juridique, c'est bien sûr le problème des prisonniers. Vous savez que les conventions internationales ne s'appliquent pas à l'état de non-guerre dans lequel nous vivons alors que n'avons pas de camps de prisonniers, pas en France en tout cas. Ces prisonniers, qu'en faire ? Les garder, c'est une source de pépins de toute nature, de tentations du genre Abou Ghraïb. Les remettre aux autorités légales, c'est prendre le risque que ces gens soient torturés et exécutés. En Côte d'Ivoire comme en Afghanistan, nous avons essayé de trouver des solutions, soit avec la Croix-Rouge, pour que la Croix-Rouge puisse les suivre, soit en les relâchant. Mais le problème, c'est que quand on les relâchait, deux mois plus tard on les retrouvait en face de nous. C'est un problème qui est extrêmement difficile à résoudre.

Un décalage nouveau avec la société civile

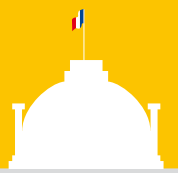
L'exercice du métier des armes est donc de plus en plus difficile et complexe, mais le pire dans les esprits – c'est là où tout

se joue – est le décalage nouveau avec la société civile, décalage sur les valeurs auxquelles est attachée la communauté militaire et celles auxquelles se réfère maintenant la société civile.

Des valeurs à contre-courant

Le métier militaire génère des valeurs à contre-courant de l'évolution actuelle des sociétés. Les militaires ont-ils besoin d'un référentiel de valeurs particulier ? Vous savez que c'est très discuté par les sociologues qui se penchent sur les sociétés militaires. Ils nous disent que le service de l'État et de la Nation, finalement, est assuré avec le même dévouement, la même loyauté, la même disponibilité par un très grand nombre de fonctionnaires. J'ai pu le vérifier très souvent : c'est absolument vrai, en particulier au Quai d'Orsay. On nous dit que les policiers et les pompiers assument aussi des risques et acceptent aussi d'être exposés. Pourtant, toutes les études de sociologues réalisées depuis 1945 dans les pays occidentaux, c'est-à-dire en Europe et aux États-Unis, montrent que le référentiel militaire comporte quatre valeurs spécifiques qui ne sont pas les valeurs ordinaires de la société : l'abnégation, le courage, la solidarité et la discipline.

Le métier des armes génère ce type de valeurs parce qu'il va bien au-delà de ce que l'on demande aux pompiers et aux policiers. C'est-à-dire l'acceptation de la mort et des blessures avec un risque d'occurrence beaucoup plus élevé en opération que dans



la vie quotidienne des pompiers et des policiers – dont je ne minimise pas malgré tout les risques qu'ils prennent. D'autre part, et peut-être surtout, le droit exorbitant qu'ont les militaires de tuer au nom de la Nation.

L'abnégation, c'est quoi ? C'est l'esprit de sacrifice plus la disponibilité totale – je dis bien totale – plus le désintéressement qui est naturel quand on est le seul corps de l'État à ne pas être syndiqué.

Le courage, c'est le courage physique. Ce n'est pas le courage révérend aujourd'hui, mais celui qu'Alain Finkielkraut appelle la seule forme de courage, celle qui expose la vie de celui qui en fait montre.

La solidarité dans l'armée, c'est cultivée jusqu'à la fraternité. La solidarité est une valeur indiscutablement reconnue et même révérendée par l'ensemble de la société. Mais c'est la seule des quatre.

La discipline, c'est la condition du succès et la condition de survie du groupe.

Alors, j'y ai rajouté volontairement ce que je ne trouve pas dans les ouvrages de sociologie : l'honneur et le patriotisme. Parce qu'au moins en France (et pas seulement en France), ce sont des valeurs qui sont révérendées de manière plus ou moins consciente. L'honneur pour moi, c'est ce qui distingue une armée d'un pays démocratique, d'une bande, d'une milice, d'un gang comme on en trouve partout. C'est-à-dire un mélange d'éthique et de solidarité. Le patriotisme, c'est quelque

chose qui n'est pas évident chez les jeunes que nous engageons. Ils s'engagent pour autre chose : pour l'aventure, pour le goût de la mer, le goût du vol pour les aviateurs, etc. Ils ne s'engagent pas par patriotisme – ou peu d'entre eux. Beaucoup plus chez les officiers et les sous-officiers, mais pas beaucoup chez les jeunes. Le patriotisme, c'est quelque chose que j'ai vu naître progressivement en opération. D'abord, le patriotisme naît dans le regard des autres, ceux des autres pays qui sont à côté, qui vous regardent, vous observent en permanence et qui fait que l'on finit par se sentir d'abord français. Et puis il se cristallise surtout autour de nos morts et de nos blessés. Le patriotisme *in fine*, c'est bien le principal ciment qui permet à nos armées de tenir dans les moments difficiles.

Le décalage avec la société civile, c'est que le patriotisme est de plus en plus assimilé en Europe au nationalisme, qui en est pourtant seulement la caricature. J'ai beaucoup envié, quand j'étais chef d'État-major des armées, mon homologue britannique avec lequel je discutais souvent. Quand les corps des morts en Afghanistan ou en Irak étaient ramenés en Angleterre (c'est toujours pareil d'ailleurs), il y avait une ferveur, un recueillement des populations et de la Nation autour d'eux qui n'avaient rien à voir avec le simple mouvement d'émotion médiatique que l'on connaît aujourd'hui en France. Les familles se trouvaient extrêmement entourées. Chez nous, il faut être honnête : les familles de nos blessés et de nos morts sont souvent très isolées. Le courage physique est plus ou moins déclassé aujourd'hui.

La discipline est perçue le plus souvent comme une absence d'esprit critique, ce qui montre d'ailleurs que ceux qui estiment que la discipline dans les armées supprime tout esprit critique n'ont pas beaucoup fréquenté les popotes. Pour les avoir beaucoup connues, je peux vous dire que je n'ai jamais entendu critiquer les chefs autant que dans ce genre de lieu.

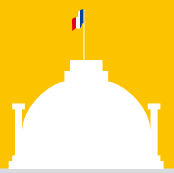
L'honneur, comme disait Bernanos, « que les imbéciles appellent un raffinement », est considéré comme complètement suranné et élitiste, et l'abnégation est évidemment le contraire de l'individualisme qui triomphe aujourd'hui dans nos sociétés européennes.

Pour les sociologues, on peut expliquer ce décalage de valeurs par le fait que les armées sont des bastions de conservatisme. Moi, je crois que c'est faux. C'est vrai que par nature, les militaires aiment bien l'ordre. Mais cela n'en fait pas des bastions du conservatisme, d'autant plus que toutes les armées européennes aujourd'hui sont d'une loyauté, d'un républicanisme total. Si on regarde bien – et c'est là, je crois, qu'il faut être honnête – ces valeurs que j'évoquais tout à l'heure, l'abnégation, la discipline, le courage, l'honneur, etc., ces valeurs de patriotisme sont des valeurs qui ont été tour à tour dans l'histoire de France révérendées par la droite ou la gauche. La plupart nous viennent de la Révolution française. Ce sont donc pour moi des valeurs pérennes et qui sont totalement compatibles avec un État démocratique, un État de droit fondé sur le civisme.

L'idéologie pacifiste en Europe

D'où vient ce sentiment de décalage ? Je crois que cela vient essentiellement de ce que j'appellerais le triomphe de l'idéologie pacifiste en Europe. Quand je dis triomphe, c'est peut-être excessif : disons le succès. Vous connaissez peut-être la théorie des trois vagues de la pacification. La première vague de pacification, c'est le christianisme parce que le christianisme a mis fin au *vae victis*, "malheur au vaincu" et a permis que la paix s'établisse sur des bases plus solides. La deuxième vague de la pacification, c'est le commerce qui a petit à petit transformé l'animal guerrier en animal commerçant. La troisième vague, c'est la démocratie parce que le poids des opinions publiques permet de s'opposer aux fauteurs de guerre.

Le problème avec cette théorie, c'est qu'elle a fait florès à la fin du XIX^e siècle, avant les deux guerres mondiales. Par contre, depuis la fin de la guerre froide, on voit apparaître un nouveau travail de fond, intéressant d'ailleurs, qui a évidemment des éléments parfaitement justifiés. L'initiateur en a été un Américain, John Mueller, qui en 1989 a publié un livre qui s'appelait *La fin des guerres majeures (Obsolescence of major wars)*. Il se fondait, pour annoncer l'éradication progressive de la guerre, sur trois éléments. Le premier, c'est qu'aujourd'hui les guerres coûtent plus cher que les bénéfiques que l'on peut en escompter. Le deuxième, c'est que la puissance d'un État est aujourd'hui économique avant d'être militaire. Le troisième, c'est que les valeurs guerrières sont dépassées (l'honneur, le courage, le patriotisme, etc.).



Par la suite, il y a eu beaucoup de disciples de John Mueller, mais il y a eu surtout les travaux de Joseph Nye, qui ont été lus souvent superficiellement en Europe. Joseph Nye a été quand même secrétaire d'État adjoint à la Défense et son propos est beaucoup plus nuancé que ce que l'on a gardé en général du *soft power*. Le *soft power* est une réalité, une possibilité de limiter les conflits en usant à la fois de manœuvres diplomatiques, de sanctions, de pressions économiques, financières et d'une action culturelle permanente. Tout cela marche. Ce que dit Joseph Nye par contre, et qui est très souvent oublié, c'est qu'évidemment tout ceci doit s'appuyer sur une capacité d'action militaire si les circonstances l'imposent.

Pour dire à quel point le *soft power* est aujourd'hui prédominant dans beaucoup d'esprits en Europe, en particulier en Europe du Nord : en 2008, j'ai été confronté à quelque chose d'un peu étonnant. On m'a demandé de répondre à des questions du Parlement suédois parce que les médias suédois venaient de découvrir avec horreur qu'en 2003, quand leurs forces spéciales avaient été engagées dans l'opération Artemis dans la région de Bunia^③ avec des forces spéciales françaises, pour mettre fin à des massacres, ces forces spéciales avaient été engagées dans des opérations de combat contre les massacreurs. Or, le mandat qu'elles avaient reçu était un mandat de protection des populations et pas un mandat de combat. L'idée même de combat

choquait la plupart des médias. L'affaire a été enterrée parce que le gouvernement n'a pas laissé faire, mais il n'empêche que la réaction était suffisamment violente pour nécessiter une intervention au Parlement.

Pour la majorité des *leaders* d'opinion et pour la classe intellectuelle en Europe (je crois que c'est un tournant très important), la guerre n'est plus considérée comme un fléau. La guerre est désormais considérée comme immorale, avec tout ce que cela sous-entend évidemment pour ceux qui font la guerre. Non seulement elle est immorale, mais de plus en plus elle est présentée uniquement sous son aspect le plus négatif (réel encore une fois, mais le plus négatif) : la guerre est bestiale. Quand on dit que la guerre est bestiale, cela s'oppose naturellement à l'image qui a été véhiculée pendant des millénaires de la noblesse du métier des armes.

C'est très frappant quand on regarde l'évolution de la littérature consacrée à la guerre de 1914-1918, en particulier toutes les bandes dessinées qui sortent en ce moment sur cette guerre. Ce que me racontaient mes grands-parents qui l'avaient faite n'a plus rien à voir avec ce que l'on en dit aujourd'hui. Pas tout à fait plus rien à voir : il y a toujours eu un côté bestial, en particulier en 1914-1918. Il y avait beaucoup d'autres choses, mais le reste a disparu.

En définitive aujourd'hui, dans les sociétés européennes, la valeur suprême est devenue la vie humaine. Ceci va aussi à l'encontre de

millénaires de tradition. Pendant des millénaires, la valeur suprême a été l'acceptation du don de sa vie pour la communauté. On a donc inversé les paramètres. Cette vision, vous le devinez, est peu compatible avec le référentiel de valeurs militaires. Mais ce qui est frappant, c'est que cette nouvelle échelle de valeurs ne vaut qu'en Europe. Même aux États-Unis, elle n'existe que dans certains cercles démocrates. En Europe seulement, la guerre est immorale, la guerre va être éradiquée, la vie humaine est la seule valeur qui compte. Ceci, si on le corrèle avec la baisse constante des budgets militaires en Europe (alors que ceux-ci continuent d'augmenter en particulier dans les pays émergents), nous laisse penser que d'une certaine manière, l'Europe est en train d'abandonner les rênes de son destin.

Les effets de la crise

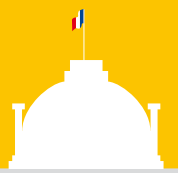
Les conséquences de ce décalage sont inévitablement accentuées par la crise. L'Europe est considérée maintenant comme l'homme malade de la planète, comme l'était l'Empire ottoman avant 1914. Les opinions publiques en Europe sont lassées de ces interventions, de ces opérations lointaines, coûteuses, risquées, sans lien direct avec la sécurité au quotidien, et qui ne sont pas toujours des grands succès. Je pense à l'Irak et même dans une certaine mesure à l'Afghanistan. En Europe, les budgets militaires sont les premiers sacrifiés à la crise. Vous vous souvenez de l'insistance des médias européens quand la Grèce a voulu d'abord, en réduisant ses dépenses, protéger son budget militaire.

Cela a été considéré comme un véritable scandale. J'ai lu beaucoup d'articles très violents, dans la presse française en particulier, pour dénoncer le fait que l'on protégeait les crédits militaires. Plus largement, on peut dire que d'ores et déjà, les capacités d'intervention des Européens sans appui américain sont limitées. Si les choses continuent dans l'orientation qui est aujourd'hui la nôtre, elles seront de plus en plus limitées, voire insignifiantes.

Évidemment, dans tout cela les politiques sont loin d'être les seuls responsables. Il faut reconnaître aussi que nous militaires, nous achetons des équipements de plus en plus sophistiqués, de plus en plus chers, de plus en plus difficiles à entretenir. Pendant les quatre ans où j'étais chef d'État-major des armées, nous avons dû multiplier par quatre les crédits affectés au maintien en conditions opérationnelles des équipements, et malgré cela nous étions toujours à la poursuite de l'argent qui nous serait nécessaire. Petit à petit, nous avons aussi nous-mêmes constitué un ensemble d'une telle modernité, d'une telle complexité, qu'il devient de plus en plus difficile à gérer.

Dans cette période de restrictions budgétaires, parfaitement compréhensibles et légitimes, la première des interrogations dans la plupart des grands pays européens est de savoir ce que l'on va sacrifier. Il est clair qu'aujourd'hui, presque partout, mais en particulier en France, ce que l'on appelle la capacité d'anticipation, c'est-à-dire la possibilité pour les gouvernements d'être bien

^③ En République démocratique du Congo (RDC).



informés, préparés à ce qui va se passer, a pris une telle importance, mais aussi un tel coût (satellites, drones, etc.) que l'on peut raisonnablement se demander ce qui restera comme moyens d'action.

Je voudrais maintenant conclure un peu en forme de pirouette pour vous dire que ce n'est pas facile d'être militaire en Europe en ce début de XXI^e siècle. Je crois pourtant que les inquiétudes bien réelles et concrètes des militaires européens ne justifient pas que l'on parle de malaise. En France, ces inquiétudes portent surtout sur l'avenir et elles concernent principalement l'armée de Terre. Alors que la réforme provoquée par la mise en œuvre de la RGPP [Révision générale des politiques publiques] a toutes les peines du monde à être absorbée complètement, l'annonce de nouvelles réductions d'effectifs ne peut que générer de fortes inquiétudes.

Néanmoins, la vraie crise, le vrai malaise, je l'ai connu deux fois : une fois en 1965 quand j'ai rejoint nos armées, en entrant à Saint-Cyr. Notre armée était complètement traumatisée par l'affaire algérienne, à tous égards d'ailleurs. Et une deuxième fois dans les années 1973-1975, l'époque des comités de soldats. Nos armées étaient paupérisées par la priorité absolue donnée à l'arme nucléaire. Dans les deux cas, je peux vous dire que la tension était extrêmement forte, extrêmement sensible, et la morosité dominait tous les jours.

Je crois qu'aujourd'hui en France, nous n'avons pas de raison de vivre le même genre de situation. D'abord parce qu'un certain nombre d'indices restent au vert. Nous n'avons pas de problème de recrutement aujourd'hui, la qualité du recrutement au contraire s'est plutôt améliorée depuis quelques années. Jamais les sondages n'ont été aussi favorables aux armées dans la population française. Jamais. Nous avons aujourd'hui 80 % des Français qui sont contents, satisfaits de leurs armées, plus que de la plupart des autres corps de l'État.

Bien plus, les jeunes de 15 à 24 ans (des études très approfondies nous l'ont montré) plébiscitent les armées en estimant que c'est l'institution aujourd'hui la plus fiable en France. Nos armées ont retrouvé leur fierté. Fierté d'abord de leur comportement sur les théâtres d'opérations (j'ai rendu hommage tout à l'heure à la manière dont l'opération en Libye a été conduite). Fierté due aussi à d'autres succès souvent méconnus, comme le fait que les armées aujourd'hui constituent le premier vecteur d'intégration des minorités défavorisées en France. Ce n'est pas pour rien que Mohamed Merah s'est attaqué en priorité à des jeunes d'origine d'Afrique du Nord mais servant dans nos armées. Je crois d'ailleurs que quand on réfléchit aujourd'hui en termes de nouvelles réductions d'effectifs, on devrait être attentif aux conséquences que cela peut avoir sur le chômage et l'intégration dans les milieux défavorisés en France.

Mais les armées peuvent aussi s'appuyer sur un consensus national indiscutable, sur le rôle que la France doit avoir dans les relations internationales dans le monde. Il n'y a pas beaucoup de pays en Europe qui peuvent le dire.

J'ajouterai un argument peut-être un peu partisan, mais je pense que la gravité de la crise économique qui nous touche aujourd'hui nous pousse à plus d'Europe. Je pense comme Jean Daniel, qui a écrit de très belles pages sur la Nation et l'Europe récemment, que c'est à travers une ambition

européenne que nous retrouverons le goût de maîtriser le destin de notre pays.

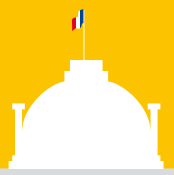
Et puis viennent les orages, et je pense que la Nation se regroupera autour de ses armées. L'idéologie pacifiste qui triomphe aujourd'hui chez les leaders d'opinion en Europe est une idéologie née d'une longue période de paix. Saint-Augustin disait : « L'espérance a deux enfants très beaux, le courage et la colère. » La colère n'est pas dans le référentiel des valeurs militaires. Le courage, si.

Je vous remercie.

Général d'armée Henri Bentégeat

Lundi de l'IHedn, le 18 juin 2012 – Amphithéâtre Foch – École Militaire

"De la difficulté d'être militaire au XXI^e siècle"



THE GEOSTRATEGIC FRAMEWORK

NO MORE THREATS AT THE BORDERS
THE "NATIONAL" IDEA IS IN CRISIS
THE TRADITIONAL PROPS OF STABILITY THEMSELVES ARE SHUDDERED
GLOBALISATION AND INFORMATION REVOLUTION ALSO CHANGE THE RULES OF THE GAME

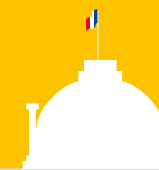
PROFESSIONAL SOLDIERING

THE RESURGENCE OF WAR
THE VAGUENESS OF THE MISSIONS
THE ENEMY IS VAGUE
METHODS USED
THE OMNIPRESENCE OF THE MEDIA AND INTERNET
JUDICIALISATION OF OPERATIONS

A NEW MISMATCH WITH THE CIVIL SOCIETY

VALUES GOING AGAINST TRENDS
PACIFIST IDEOLOGY IN EUROPE
THE EFFECTS OF THE FINANCIAL CRISIS





About the difficulty of being in the Armed Forces in the 21st century

General (Army) Henri Bentégeat

Former Chief of the Defence Staff, former Chairman of the European Union military committee, author of *Loving the army, a passion to share*.

I have often been behind this stand in the Foch amphitheatre at the Military Academy. For a long time, and finally, now it is my belief that retirement allows me to talk to you in a less formal way, and may be more directly than I would have a few years ago.

Before anything else, I would like to thank Admiral Laborde, Ambassador Foucher and all his team for giving me the opportunity to talk about an issue that may seem marginal when considering the abyssal problems to which France and Europe have to face these days, but which also reveals in some ways the magnitude of the crisis affecting our old European democracies. Had I wished to be melodramatic, I would have suggested "*The military crisis in Europe*" as a heading to the IHEDN. However, I thought it would be more straightforward and realistic to talk about the difficulty of being in the armed forces in Europe today, in the 21st century, even if I personally believe that some elements of discomfort are evident.

Why this difficulty of being in the armed forces today? After all, in any transition period, the military profession has been more or less in crisis. In 1830, Stendhal wrote: "*Military merit is no more fashionable*". I believe that what has changed over the past two decades is, on one hand, that the geostrategic framework has been blown into pieces, on the other hand that the daily exercise of the operational military profession has become increasingly intricate, and finally that there is a widening gap between the values revered by the military community and those of the civil society.

The geostrategic framework

Firstly, the geostrategic framework has been blown into pieces.

No more threats at the borders

Since 1990, we have been repeating that evidence. However, a feeling has progressively

crept into minds, into European minds, that, after all, there is no threat against us. We are safe. It should be emphasised that it is truer for some countries than it is for others. For instance, the Baltic States, Poland to some extent, Romania are countries which feel the powerful presence of Russia. In Western Europe however, the trend tends to consider that peace is somewhat unquestionably there

for good, terrorism apart, but terrorism is (or at least is believed to be) more a police issue than an armed forces issue.

This unique situation in the history of Europe, I mean the absence of any threat at the borders, overturns a number of beliefs. It has led to the end of enlistment in Western European countries, in most to be truthful, but, at the same time, has contributed to the marginalisation, in France at least, of the armed forces which had long been at the core of society. I remember the time when I was leading a battalion in the late 1980's, when visiting my small dwelling in the outskirts, the Préfet told me: "*One century ago, you would have been in my shoes and me in yours.*"

This marginalisation therefore begun long before the last two decades, but it is more evident today precisely because there is no more feeling of threat. It started in France with the 1940 defeat and the embarrassment linked to colonial confrontations. It also affected Germany and Italy, for historical but not identical reasons, albeit somewhat parallel, and Spain, of course. However, such embarrassment did not affect the United Kingdom for similarly obvious reasons. In European neutral countries nowadays, the army has become a second fiddle.

The "national" idea is in crisis

Second point: the "national" idea is in crisis. Building up of Europe, involving necessarily transfers of sovereignty, in particular over

currencies, even if that is now challenged, obviously affects the idea of nation itself. The drafting of worldwide governance, i.e. the fact that nations cannot any more decide or not to use force in international relations, weakens the idea of nation itself.

The United Nations Security Council is henceforward the only body entitled to allow the use of violence in international relations. Even worse, perhaps, most European nations have more or less transferred the security of their own territory to NATO, which actually means to the United States. Alain-Gérard Slama recently told me: "*The Europeans don't any more live or consider themselves as the supreme defenders of their security*". Finally, the nation suffers from the indignity attached to nationalism, which we know was widely behind two worldwide wars.

In this environment, many European military staff live their profession more like NATO civil servants than like defenders of the city.

The traditional props of stability themselves are shuddered

The traditional props of stability themselves are shuddered.

First of all, I would mention nuclear deterrence. Its legitimacy is today more evidently challenged. However, it has been a worldwide stability vector for Europe since 1945. Recently, President Obama himself in his address in Prague⁽¹⁾ more or less challenged it. The de-

⁽¹⁾ April 6th, 2009



ployment of a ballistic missile defence system planned by NATO appears to most Europeans as a natural substitute for nuclear deterrence. This obviously affects mainly France and the United Kingdom, which find themselves on the brink of Europe, and for which nuclear deterrence represents confers not only total (or crucial) guarantee, but also a status.

Second element of stability shuddered: the political and military supremacy of the United States is called into question. Iraq and Afghanistan are obviously part of the issue, but it is obvious today at the United Nations Security Council that emerging countries no more fear to challenge the United States. NATO feels the pressure of the United States weakening since it remains the alpha and omega of military conscience in Europe, NATO which is looking for new assignments, and NATO in which the United States find the burden increasingly unfair and unbearable.

Globalisation and information revolution also change the rules of the game

Finally, globalisation and information revolution also affect the rules of the game. Globalisation more or less shatters borders, make them increasingly fragile, at the same time, it reinforces discrepancies, moreover, globalisation brings to light the ever increasing influence of public opinion, and not only in Western countries. The revolutions in Arab countries are clear supporting evidence.

This improves a transparency wished for by all, but equally facilitates the involvement of

emotion, with its share of irrationality and manipulation.

Last but not least, this new pressure generated by public opinion is at the core of the new "obligation to protect" what was earlier known as humanitarian interventionism, which is not without challenging the armed forces with a number of practical issues to which I will refer later.

But all these changes (most of them recent) to the geostrategic environment do not generate such a swift reorganisation, because worldwide governance is now revealing its limits.

You probably remember that in 1990 – I was in the United States at the time. President Bush senior had banked on a new worldwide structure. Part of it became true, but all of it. The supremacy of the United Nations Security Council was flouted for Kosovo in 1999. It was again for Iraq in 2003, and for Georgia in 2008. Today, the U.N. Security Council is more or less helpless regarding Syria. In fact, worldwide governance is paralysed with its contradictions: human rights on one side, non-intervention on the other, the right for people to make their own choices, the inviolability of borders on the other, etc. In fact, worldwide governance does nothing more than reflect the balance of power between the major actors.

As a result, the European armed forces are subjected to constant uncertainty about the timing, nature and significance of assignments that will challenge them for the benefit of the

international community. The U.N. peacekeeper missions on the ground have become a caricature of the contradictions and limitations of the international community. The U.N. missions have been widely downgraded from a European viewpoint by the events in Bosnia – except in Lebanon where, for other reasons, the "great Europeans" are still involved, and solely the neutral countries, within the framework of a global policy implicating the Southern countries, keep on sending in their troops for assignments that could be, as best, called semi-fighting missions.

All these disruptions, the feeling that people are safe, the weakening of national control, the shaking of stability, the influence of public opinion, affect the balance or destabilise the European armed forces. These, or at least many of them, slowly but progressively become at loss as to what their mission is about, as to their *raison d'être*, which is fundamentally to protect their own country. This of course does not concern the Baltic States and Greece, since they are obsessed with their powerful neighbour.

Professional soldiering

In this ever-changing environment, operational soldiering has become increasingly complex.

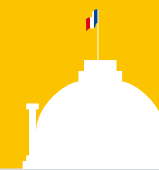
The resurgence of war

For the European forces, the resurgence of war has raised a lot of vagueness, ambiguity, and questioning. The major occurrence of all

is of course the resurgence of war. Most European armies have not been involved in warfare between 1945 and 1995, when NATO was first involved in Bosnia. Even in France, a limited number of army units took part in African conflicts between 1982 and 1995.

Since 1995, there was the Balkans, Afghanistan and for some Iraq. Generally speaking, one could say that European forces became involved in combat situations. To be totally honest, the involvement of European forces in all these operations varies in volume, but also and essentially in nature. For eight months, the French troops deployed to Afghanistan are mainly limited to self-protection assignments. This is obviously based on directives issued by the chief of the Defence staff. However, and as it happens, it should be emphasised that by giving priority to their self-protection, they are only lining up with most European detachments which, since the beginning of the Afghanistan mission, since 2002 actually, have sacrificed a lot to their own self-protection.

In fact, I believe one can say that the European leaders – and please forgive me for being so forthright, but I am in a position that allows it, dare not say "no" to the Americans when asked for support for stabilisation missions. However, pressure from public opinion and Parliaments is such that they are often driven to require from their troops to just make up the numbers in the field. This does not apply, obviously, to all countries, to France, to the United Kingdom, or to other nations such as Denmark, but it happens more often than not.



Return from action has definite positive sides in terms of experience and revived pride, but also counterparts. The exhaustive use of equipment (aircraft, ships, armoured vehicles, etc.) has its counterpart in all European countries: a huge unavailability of equipment within the European borders, and for those who are not involved in the operations. Investment is mainly focused on maintaining the equipment serviceable. Hence, and in Europe, training is at loss, or at least unsatisfactory. In terms of frustration for the armed forces, this is not a counterpart to be neglected.

Paradoxically, the withdrawal from Afghanistan raises further worries for a number of European military leaders because, after Afghanistan, some tend to believe there will be nothing left, that everyone is fed up, and that, from then on, life will be limited to training and barracks. Personally, I do not believe it. The current events are far too pressing, and the instability factors too numerous. One only has to think about what is happening in Mali to consider the end of external operations by European forces in a near future.

The vagueness of the missions

The vagueness that affects the missions is rather common. However, there are documents at NATO and the European Union, manuals which tell us how to proceed. In particular, the political purpose must be defined according to the target: end state. The political body must make clear for the

forces what the situation should be after the operation has been completed. One only has to scrutinise what happened in Libya and Afghanistan to notice that the end state was not very clearly defined.

The second point raised in the concept manuals is the definition of an exit strategy. We should be clear about this issue: it has taken the best part of ten years to clarify it for Afghanistan.

The rules of engagement (RoE) (i.e. mainly those concerning the opening of fire) should be the same for all units involved in international operations – and all of these are international these days. Well, this is not the case: within the scope of these rules of engagement, and even when it comes to understanding the purpose of the assignment itself, there are always the caveat, restraints that are caused by the political restrictions to the involvement of its troops by one country or the other.

Quite obviously, unequal involvement regulations, accepted/declined missions, generate tensions, frustrations and misunderstandings. It is even worse when such missions are triggered by the U.N. For those who are not yet aware, I would like to read out what Colonel Irastorza wrote on his return from Cambodia in 1998: *"Our main issue was that the vagueness, the imprecision quickly generated doubts. I have always felt that I had an obligation to turn into certainty the orders, or even lack of orders. It broadens our liberty spectrum as well as our responsibility scope,*

with all it involves when things go to plan as well as when they don't." But this is quite typical of Irastorza, and not everyone is Irastorza... This means that failing instruction, or if the orders are too imprecise or vague, discrepancies affecting the execution might occur, if not catastrophes sometimes.

When it comes to multi-national involvements, there is an additional issue: the national chains of command interfere, and make things even trickier. I can vouch for that because, when I was Chief of the Defence Staff, I did happen to interfere with NATO orders (I can say it now, but would not have at the time of course). The reasons why I did it are because there were altogether security and, as I saw it, achievement issues which commanded that the French troops had a specific behaviour and posture.

The most significant for me, however, occurred in 2009. The MONUSCO (the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo) was confronted to very significant massacres in the East of the country, in the Kivu region. General Gaye, who was the commanding officer, a Senegalese general I knew well, ordered the battalions of two countries, which I will not mention, to take action to stop these massacres. The senior officer of both countries contacted their capital, and the reply was immediate: their governments totally opposed their troops involvement in combat operations against the massacres. As you can see, the national chains of command make things even trickier.

The enemy is vague

Not only are the missions vague: the enemy as well. For U.N. missions, it is more straightforward: there is no enemy; there are opponents who become progressively apparent in time, and who often remain unidentified because, by nature, the U.N. do not deal with intelligence. Luckily, it has slightly evolved. I am not blaming the U.N., because the U.N. is us, and France is a as full member of the Security Council. It is just that the enemy is hard to define when we are confronted to missions such as those we are involved in today.

We rarely have to fight regular army troops. What stands in front of us are civilians who take up weapons at the last moment, who go for suicide attacks, or so-called acts of terrorism, ambushes, and who, in 90% of cases, mainly kill women and children. What makes it even more difficult for us is that our Western armies, and more specifically European troops, are altogether subjected to international regulations, but also by their own national legislation, and very stringent ethical codes. There is hence an asymmetry in the everyday life, worsened by the interpretation by the media of such actions which is sometimes questionable.

Methods used

Finally, there are issues about the methods implemented. You are aware that the European Union, but mainly NATO, like to use slogans... We have had the RMA [Revolu-



tion in Military Affairs], the EBO [Effect Base Operations], the counterinsurgency, formerly known in France as counter-guerilla. Many questions remain unanswered, and have been asked in a very ruthless way, if not caricatural about Afghanistan.

The first question: how to win the hearts and minds of the population without chatting and helping, i.e without being exposed? But the European public opinions want no fatalities. How do we deal with that? How to control the armed bands hidden inside villages without risking civilian lives? The European public opinions want no civilian fatalities. How is it possible to eradicate the poppy cultivation without alienating the local population? How can the build up of an administration and an army without being considered as occupants? How can there be any continuity when the contingents are swapped every six months? Lyautey used to say – it was his secret in Morocco: *“Success can only be achieved in time and continuity”*. When our units are changed around every six months, all established contacts are lost, all the connections that have been made with local authorities have to be rebuilt.

Which strategy should be preferred? Centralised command increasing reactivity, or autonomy to help with insertion and contacts? The digitisation of the battlefield which is being implemented in the larger European countries (and only in the larger due to significant cost) would naturally favour centralisation. It speeds up reactivity, but also involves two drawbacks. The first one is that

through visual displays, war is increasingly virtual. The second is that it favours command entryism, hence a disempowerment at subordinate levels.

Therefore, it is the latest, but not least avatar, especially nowadays when we are considering the future: the Libyan model is fascinating. Is it the right way forward? I am not referring, of course, to the way Colonel Ghadaffi ruled Libya, but to the way we have treated last year the issue raised by the situation in Libya. The Libyan model does not lack benefits, of course, and especially vis-à-vis public opinion. No bogging down, no risk of significant losses, less casualties. You must be aware, and this is worth mentioning, that during the course of this operation, never any NATO intervention has caused so few civilian casualties than in Libya despite six months of heavy bombing. This is tribute to troops, and especially ours since they were most involved in these operations. The ultimate argument when looking with hindsight to the Libyan operation is: it is all beneficial, because it allows avoiding terrain control, which still retains some sort of neo-colonial character.

Conversely, the outcome expected, the result achieved is unavoidably not straightforward. Today, nobody knows what will actually happen in Libya. Nobody can predict what will eventually come out of it. The fact that the major Western countries, European actually, with so much help from the Americans, fire from as far away as possible while taking minimum risks, leaving the “dirty work” to

the locals, may be considered as a form of neo-colonialism. The fact that we take no, or not many risks, and that we create havoc and leave the hand-to-hand fighting to the locals, without getting further involved, is equally likely, in my opinion, to be perceived, in term, as unbearable by the Southern countries.

Crucially, I would emphasise that, as I see it, it would be unfortunate and hazardous if this model, one that has been a great military achievement, were to be chosen as the model for our armies, insofar as all previous models have not failed. I believe that adopting this model, there will no more be, at least as far as France is concerned, any Bosnia, Kosovo or Côte d'Ivoire. So we will have another ability format, but certainly not that to carry out all that we did before. These questions obviously challenge all the European armies, at least those of the major nations. Elsewhere, I believe people tend to just lay low.

The omnipresence of the media and Internet

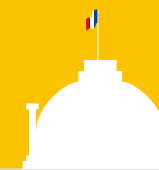
Another factor is the omnipresence of the media and the Internet. Transparency – and I know and believe it – is a huge and commendable advantage. No hidden massacre, no hidden acts of torture, no more humiliation. If it ever escapes the Internet, it will definitely be relayed through mobile phones. The issue is that, for the media and the Internet, there is too much information. And who selects what...? Do you remember

WikiLeaks? For the benefit of many, including myself, WikiLeaks disclosed American diplomatic cables. This, incidentally, revealed the high standards of the American diplomatic corps. However, WikiLeaks did not post Russian or Chinese or other similar cables. Selection therefore becomes an issue and more particularly when the military are involved. A lot of space is made available to so-called blunders, to individual or collective flaws involving European forces, and very little (because, in the end, it is boring, always the same thing) to terrorist, Taliban, etc. actions, as a result, and when one questions Europeans, many feel that 90% of victims are NATO-related, when it is actually the opposite.

Communication hence becomes a major strategic issue for all these operations, with three significant and very sensitive hurdles challenging the military community.

Number one hurdle is of course the spectre of being bogged down. We live in a minute-to-minute society. Therefore, and after two weeks – I remember it well in the Libyan conflict, all the media were already screaming about bogging down. The military action methods are scrutinised, analysed by the media, and more or less often questioned.

The second hurdle is emotion. It is staggering that in Europe, as soon as there are anywhere a few fatalities, and I am not referring only to France, temptation leads to call into question the whole strategy implemented.



Hurdle number three is domestic policy, i.e. the unavoidable tendency in all European countries to turn any incident occurring during military operations into a domestic political issue. Such debates generally hurt the armed forces, because they tend to withdraw a nation's faith in its own soldiers. The problem is related to the fact that communication strategy is controlled by politicians (which is a standard in democracy); however, I sometimes come to think that we would be well inspired (and I am talking about my experience as former Chief of the Defence Staff) to give more leeway to the military leaders when anything happens. It would definitely avoid any misinterpretation or exploitation of actual facts. But it remains wishful thinking, of course.

Judicialisation of operations

Finally, there is very sensitive subject: the judicialisation of operations. It is a society phenomenon in an environment where most moral, religious milestones have disappeared: nowadays, this judicial system on which we rely on has to distinguish good from evil. Members of the armed forces have never escaped justice. All violations of the Military Justice Code or Criminal Code were systematically brought to justice, first before specific courts, then before ordinary tribunals. The International Criminal Court only continues, extends this course of action, which has always existed. What is new is the possibility to bring to justice, and sometimes condemn officers and junior officers for actions that are not considered as violations of the Military Justice Code.

I am obviously more familiar with the French side of this. You are aware that a complaint was lodged by the parents of a soldier killed in operation in the Surobi valley a few years ago. You must also know that the public prosecutor tried to oppose it, and was unsuccessful. I think this raises a number of real issues. Firstly, general issues: can we and should we trivialise war operations, military actions as if they were ordinary professional activities? I believe the French President, head of the armed forces, answered that question four days ago⁽²⁾ saying that being in the armed forces is not a profession like others. The second question is: can we and should we eliminate risks for military personnel in operation in the name of the principle of precaution which regulates a large fraction of public activities, at least in France? If such is the case, it would obviously imply a modification of the overall status of the military, which refers in its preamble to the spirit of sacrifice that is at the core of their profession.

I guess we can expect a lot of scuffles between experts... but even if there is no condemnation as such, there remains in the armed forces a very strong feeling of prejudice among all those who were involved in operations, and it is a very sensitive issue for the officers directly involved who have put their lives at risk with their men in Afghanistan. A feeling of being somewhat let down. At the time, I had mentioned the following

⁽²⁾ Speech of the President of the French Republic : "Tribute to servicemen killed in Afghanistan", June 14th 2012, the Hôtel national des Invalides.

sentence written by Saint-Exupéry in 1940, when he was in operation during the French Campaign: "*Don't tell us, as we leave with one chance out of three to return, that we will be judged by spectators*". This is close to the military spirit status these days, which is clear to us, if not to judges.

Should there be condemnation; the consequences will be devastating for all military leaders in operation because they will cause inhibition, and two immediate subsequent effects. First: no more boldness, no more initiative for those officers involved in operations: this will challenge the potential success of any operation. Second: an increased risk factor for the troops caused by hesitations which will undoubtedly occur when the hand will leave the sword to grab the umbrella... In addition, the arbitrary of the judge must of course be taken into consideration.

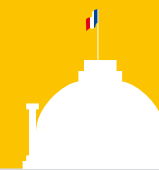
I would simply like to mention one situation, which, to me, was very sensitive. In 2006, one of our junior officers was killed, a Special Forces junior officer, in the South-East of Afghanistan. He was aboard a light vehicle, a light support and reconnaissance vehicle (LSRV). The father of this junior officer quite legitimately asked me why his son was in an open vehicle (he was killed by a bullet to his head), and if he would not have been saved, or at least better protected in an armoured vehicle.

We had obviously asked ourselves the same question. It was put to me when we deployed our special forces in 2003. I had gone over

it thoroughly with my staff because it was crucial. All leaders are very concerned with the safety and life of their personnel, without hindering however the success of their missions. I had decided on the open vehicle because it seemed safer in the event of hitting a mine, what is referred to as an IED [*Improvised Explosive Device*], which was the most significant threat to our units, and caused most fatalities. The explosion of a mine or a device triggered by remote control under an armoured vehicle would cause, inside it, an implosion effect, extremely dangerous for all people in the vehicle. Letting servicemen aboard open vehicle limited the risks related to IED, but increase the risk in the event of a direct shot.

The second reason, which I could not disclose, was that this junior officer was leading an Afghan battalion, and that the Afghans only had open vehicles. No armoured equipment. So we asked ourselves the same question again: What should we do? Make an armoured vehicle available with this Afghan battalion (because we knew it would be a challenge, and that it would increase the risk factor), or stick to the open vehicle? As a matter of trust, so that our men involved in this Afghan troops lead, could be as efficient as possible in their assignment, I preferred them to be in open vehicles.

Maybe I was wrong, I honestly don't know. Anyway, the death of this officer remains a scar in my conscience. This is to say that I cannot see how a judge would deal with such a matter.



Another issue in the judicial domain is, of course, that of prisoners. You must be aware that international conventions do not apply to the non-war situation in which we are, and that do not have any prison camps, in France at least. What to do with them? Holding them in custody is a source of trouble of all sorts, of temptations like in the Abou Ghraib case. Hand them over to the local authorities? There is a risk that they may be tortured and executed. In the Côte d'Ivoire, as well as in Afghanistan, we have tried to find solutions, either with the Red Cross so that they could be followed up, or by releasing them. However, if we released them, we would be confronted to the same two months later. This is an issue that is extremely difficult to sort out.

A new mismatch with the civil society

The armed forces profession is therefore increasingly tough and complex, but the worse is inside minds – and that is where everything is at stake – is the new mismatch with the civil society, a mismatch involving the values ruling the military community and those to which the civil society now refers.

Values going against trends

Military professions generate values going against the present trends of evolution of our society. Do the military require a specific reference of values? You must know that sociologists dealing with military societies have been discussing the issue at great length. They tell us that the service to State and nation is

eventually provided with the same dedication, loyalty and commitment by a large number of civil servants. I could corroborate that very often: it is absolutely true, and in particular in the Foreign Office (the Quai d'Orsay in France). We are told that police forces and the fire brigades are also at risk, and agree to be exposed to danger, however, all the sociological assessments carried out since 1945 in the Western countries, i.e. in Europe and the United States, show that the military reference involves four specific values, which are not common in society: selflessness, courage, solidarity and discipline.

These values are generated by the military profession, because they exceed by far what is expected from policemen and firemen. It means accepting death or injury with a much higher risk of occurrence in operation than in the day-to-day life of firemen and policemen – although I am not here diminishing the risks they do take. On another part, and may be crucially, it is the exorbitant right granted to the military to kill in the name of the nation.

What is selflessness? It is the spirit of sacrifice, plus unlimited availability – I do mean unlimited - in addition to the lack of interest when one is part of the only State body which is not involved in trade unions.

Courage is physical courage. It is not the type of courage revered today, but that which Alain Finkielkraut calls the only form of real courage, which exposes the life of someone who shows it.

Solidarity in the army involves a further development towards fraternity. Solidarity is undoubtedly a value acknowledged by the whole society. But it remains the only one out of the four.

Discipline is fundamental to success and the survival of the group.

So, I deliberately added what I could not find in sociology books: honour and patriotism. Because in France (and not only in France), they are values that are respected, whether consciously or not. To me, honour is what differentiates the army of a democratic country from a gang, a militia and the likes, which can be found anywhere. It is a blend of ethics and solidarity. Patriotism is not some obvious feature in the youngsters we recruit. They join for other reasons: adventure, seafaring love, flying for pilots, etc. They don't join by patriotism – few of them at least. More in the officers and junior officers ranks, not many among the younger ones. Patriotism is something I witnessed in operation. It first appears in the way others look at you, those from other nations who are next to you, who watch you, continuously scrutinise you, and it means that you end up by feeling essentially French. It also has a binding effect when we consider our fatalities and casualties. *In fine*, patriotism is the cement that enables our forces to stand up to difficult situations.

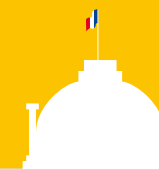
The difference with civil society is that patriotism is becoming more and more comparable in Europe to nationalism; yet the latter

is only a caricature of the former. When I was Army Chief of Staff, I was very envious of my British counterpart, with whom I often spoke. When the bodies of soldiers killed in Afghanistan or Iraq were brought back to the United Kingdom (it's the same anywhere else), there was an ardour and a respectful attitude around them on the part of the people and the country that was nothing like the simple media-driven emotional movement we have today in France. Families were very much supported. In our country, frankly, the families of our wounded and dead are often very isolated. Physical courage is more or less «déclassé» today.

Discipline is most often seen as a lack of critical thinking, which also shows that those who think that discipline in the military suppresses all critical thought haven't spent much time «on the ground». Having a great deal of experience with them myself, I can tell you that I have never heard more criticism of leaders than in this type of environment.

Honour, "*which imbeciles call a refinement*" in the words of Bernanos, is considered completely outdated and elitist, and self-sacrifice is evidently the opposite of the individualism that is triumphing today in our European societies.

Sociologists claim that this discrepancy in values can be explained by the fact that armies are bastions of conservatism. I do not believe this is true. It is true that, by nature, the military loves order; but this does not



create bastions of conservatism, especially as all of Europe's armies today are loyally and completely republican. If we take a good look, and I think it's here that we have to be honest—these values that I just mentioned; self-sacrifice, discipline, courage, honour, etc.; these patriotic values are values that have been revered throughout France's history by the right and the left in turns. Most of them have been handed down to us from the French Revolution. So, for me, they are perennial values, and are totally compatible with a democratic government, a rule of law founded on civicism.

Pacifist ideology in Europe

Where does this sense of a discrepancy come from? I believe it stems principally from what I will call the triumph of pacifist ideology in Europe. The term 'triumph' may be a bit excessive; let's use 'success' instead. You may know the theory of the three waves of pacification. The first wave of pacification is Christianity, because it was Christianity that put an end to *vae victis*, "*woe to the vanquished*", and allowed peace to be established on more solid foundations. The second wave of pacification is commerce, which has little by little transformed the warrior animal into a merchant animal. The third wave is democracy, because the weight of public opinion allows it to oppose warmongers.

The problem with this theory is that it flourished at the end of the 19th century, before the two world wars. However, since the end

of the cold war, we have witnessed the appearance of new groundwork, interesting in its own right, which has, of course, perfectly justified elements. The originator of this was an American, John Mueller, who published a book in 1989 called *The obsolescence of major wars*. He based his claim that war was being progressively eradicated on three elements. The first is that wars today cost more than the benefits that can be gained from them. The second is that the power of a nation has become economic rather than military. And the third is that warrior values are outdated (honour, courage, patriotism, etc.).

John Mueller subsequently gained a large number of disciples, but there were also the works of Joseph Nye, which were read, often superficially, in Europe. Joseph Nye was Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs and his ideas are much more mitigated than what we have generally retained from soft power. Soft power is a reality, a possibility for limiting conflicts by simultaneously using diplomatic manoeuvres, sanctions, economic and financial pressure, and permanent cultural action. All of this works. What Joseph Nye says, on the other hand, and what is very often forgotten, is that all of this must, of course, be supported by the capability of taking military action if circumstances dictate it.

To illustrate to what extent soft power is predominant in many minds in Europe today, particularly in northern Europe, I will give the following example: in 2008 I was confronted

with something rather astonishing. I had been asked to answer questions in the Swedish Parliament because the Swedish media had just discovered with horror that in 2003, when their special forces were engaged in Operation Artemis in the region of Bunia^③ along with special forces from France in order to put an end to the massacres there, these special forces had been engaged in combat operations against the slaughterers. This, despite the fact that their mandate was to protect the people, and not a mandate for combat. The very idea of combat shocked most of those in the media. The matter was shelved because the government had not allowed it to continue, but this did not prevent the reaction from being violent enough to necessitate a Parliamentary intervention. For the majority of leaders of opinion and for the intellectual class in Europe (I believe this is a very important turning point), war is no longer considered a calamity. War is now considered immoral, with all of the underlying implications for those who make war, of course. Not only is it immoral, but it is more and more often presented solely in its most negative aspect (again, a real aspect, but the most negative one): war is brutish. When we say that war is brutish, this is naturally in contrast to the image projected for millennia of the nobility of a military career.

It is quite striking when we look at the evolution of the literature dedicated to the war of 1914-1918, particularly all of the contemporary comic strips released about the

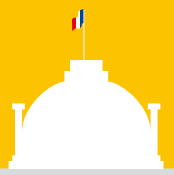
^③ In the Democratic Republic of the Congo (DRC)

war. What my grandparents, who had lived through it, told me, was nothing like what is said about it today. Perhaps it is not entirely different; there has always been a brutish side, particularly in 1914-1918. There were many other things, but the rest has disappeared.

Today in European societies, the supreme value has definitively become human life. This also goes against thousands of years of tradition. For millennia, the supreme value was the acceptance of self-sacrifice for the community. So, the parameters have been reversed. This vision, as you might imagine, is hardly compatible with the framework of military values. But what is striking is that this new scale of values is accepted only in Europe. Even in the United States, it exists only in certain Democratic circles. In Europe alone, war is immoral; war will be eradicated; human life is the only value that counts. If we correlate this with the constant drop in military budgets in Europe (though these continue to rise in emerging countries, in particular), we may conclude that in a way, Europe is in the process of abandoning the reins of its destiny.

The effects of the financial crisis

The aftermath of this discrepancy are inevitably accentuated by the financial crisis. Europe is now considered the sick man of the planet, as the Ottoman Empire was before 1914. Public opinion in Europe is weary of these interventions, these distant, costly, risky operations that have no direct



link to the security of daily life, and often do not meet with great success. I am thinking of Iraq, and even to a certain extent of Afghanistan. In Europe, military budgets are the first ones sacrificed to crisis. You will remember the insistence of the European media when Greece initially wished, while reducing its expenditures, to protect its military budget. This was considered as a real scandal. I have read many violent articles, in the French press in particular, denouncing the fact that military credit was being protected. Speaking more broadly, we can say that the European capacity for intervention without American support is already limited. If things continue in their current direction, it will be more and more limited, and even insignificant.

Of course, politicians are far from being the only responsible parties in all of this. We must also admit that we, in the military, are buying more and more sophisticated equipment that is more and more expensive and difficult to maintain. During the four years in which I was Army Chief of Staff, we had to quadruple the credit allocated to the maintenance of equipment in working order, and despite this we were always seeking the money we needed. Little by little, we too have built up a system of such modernity and complexity that it is becoming more and more difficult to manage.

In this period of perfectly understandable and legitimate budgetary restrictions, the first question in most large European countries is to know what will be sacrificed.

It is clear that today, almost everywhere but particularly in France, what we call the capacity for anticipation; that is, the possibility for governments to be well informed and prepared for what will happen, has become so important but also so costly (satellites, drones, etc.) that we might reasonably wonder what will remain as a means of action.

Now I would like to do a bit of an about-turn, to tell you that it isn't easy to be a military in Europe in these early years of the 21st century. I believe, though, that the very real and concrete concerns of the European militaries aren't enough to be called a «malaise». In France, these worries have mostly to do with the future, and they concern mainly the army. Though the reforms set in motion by the implementation of the GRPP (General Review of Public Policies) have had all the trouble in the world being completely absorbed, the announcement of new drawdowns in strength can only generate strong concerns.

Nevertheless, I have experienced the real crisis, the real malaise, twice: once in 1965 when I joined the Army through Saint-Cyr. Our army was completely traumatised by the Algerian affair, in all respects. The second time was between 1973 and 1975, during the era of the soldier committees. Our armies were impoverished by the absolute priority given to nuclear armament. In both cases, I can tell you that the tension was extremely high, extremely sensitive, and that those were gloomy days.

I think that in France today, we have no reason to go through the same kind of situation; first of all because some indicators are still green. We have no problem with recruitment today; actually, the quality of recruitment has improved over the last several years. Polls have never been so favourable to the military among the French people. Never. Today, 80% of the French are happy and satisfied with their military, more than most of the other parts of the government.

More than this, young people aged 15 to 24 (according to highly in-depth studies) favour the military, considering it the most reliable institution in France today. Our armies have rediscovered their pride. Pride, first of all, in their conduct in the theatres of action (I have just paid tribute to the way in which the Libyan operation was conducted). Pride, also, in other successes that are often little-known, such as the fact that the military is currently the primary integration vector for disadvantaged minorities in France. It is not for nothing that Mohamed Merah struck out particularly at young people of North African origin who were serving in our military. I believe, also, that when we think today in terms of new drawdowns in strength, we should pay careful attention to the consequences that this may have on unemployment and

integration in France's disadvantaged areas.

However, the military can also rely on an indisputable national consensus on the role that France must play in international relations in the world. There are not many countries in Europe that can say that.

I will add an argument that is perhaps a bit partisan, but I think that the seriousness of the economic crisis affecting us today is pushing us again toward Europe. I believe, like Jean Daniel, who has written wonderfully on the nation and Europe recently, that it is through European ambition that we will rediscover our desire to control the destiny of our country.

And then, when thunderstorms come, I think that the nation will regroup around its military. The pacifist ideology that is triumphing today among European leaders of opinion is an ideology born through a long period of peace. Saint Augustine said, "*Hope has two beautiful children: courage and fury.*" Fury is not among military values, but courage is.

Thank you.

